

Brochure n° 3300

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2128. – MUTUALITÉ**

**AVENANT N° 18 DU 29 NOVEMBRE 2013**

**RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : ASET1450105M

IDCC : 2128

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux de la branche de la mutualité ont décidé d'instituer un dispositif conventionnel de maintien des garanties de prévoyance, anticipant ainsi sur l'obligation faite en ce domaine, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015, par la loi du 14 juin 2013 sur la sécurisation de l'emploi.

Les signataires du présent avenant conviennent en conséquence de ce qui suit.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Garanties de prévoyance*

L'article 15.2 de la convention collective nationale de la mutualité est complété par un article 15.2.7 rédigé comme suit :

« Article 15.2.7

*Maintien des garanties en cas de rupture du contrat de travail*

**Conditions d'ouverture du droit au maintien des garanties**

Les salariés dont la rupture du contrat de travail ouvre droit à indemnisation de l'assurance chômage, à l'exception du licenciement pour faute lourde, bénéficient du maintien des garanties du régime de prévoyance, sous réserve que les droits à prestations aient été ouverts chez le dernier employeur, c'est-à-dire qu'ils bénéficient, à la date de cessation de leur contrat de travail, du régime de prévoyance conventionnel.

Il appartient à l'employeur :

- d'en informer le salarié ;
- de porter une mention relative au maintien des garanties sur le certificat de travail ;
- d'informer l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail.

Le maintien des garanties est conditionné par la production dans les meilleurs délais auprès de l'employeur d'un justificatif de prise en charge par le régime d'assurance chômage. A défaut, l'ancien salarié ne pourra bénéficier du maintien des garanties.

L'ancien salarié conserve la possibilité de renoncer au bénéfice du maintien des garanties de prévoyance dans un délai de 10 jours suivant la rupture de son contrat de travail. Cette renonciation doit être exprimée par écrit et adressée à l'ancien employeur. A défaut d'une telle renonciation, l'ancien salarié bénéficie automatiquement du maintien des garanties.

#### Point de départ et durée du maintien des garanties

Le maintien des garanties prend effet le lendemain de la date de cessation du contrat de travail (terme du délai de préavis, effectué ou non).

La durée du maintien des garanties est égale à la durée du dernier contrat de travail, appréciée en mois entiers, sans pouvoir excéder 12 mois.

Le maintien des garanties cesse quoi qu'il en soit :

- lorsque l'ancien salarié reprend une activité professionnelle ;
- lorsque l'ancien salarié ne peut plus justifier de son statut de demandeur d'emploi indemnisé par l'assurance chômage ;
- lorsque l'ancien salarié liquide sa pension de vieillesse de la sécurité sociale à taux plein ;
- au terme de la période de maintien des garanties auquel peut prétendre l'ancien salarié.

L'ancien salarié bénéficiaire du maintien des garanties s'engage à cet égard à informer son ancien employeur de toute modification de sa situation et notamment de la reprise d'une activité professionnelle et/ou de cessation d'indemnisation par l'assurance chômage.

Enfin, en tout état de cause, les droits garantis par le régime de prévoyance au titre de l'incapacité temporaire ne pourront pas conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période.

#### Financement

Le maintien des garanties est financé par un système de mutualisation, intégré aux cotisations du régime de prévoyance conventionnel. A ce titre, les salariés bénéficiaires du dispositif n'auront aucune cotisation supplémentaire à acquitter.

Un bilan de la mise en œuvre du dispositif sera dressé à l'issue d'une période de 2 ans suivant son entrée en vigueur. »

### Article 2

#### *Dépôt. – Extension. – Date d'entrée en vigueur*

Conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent avenant sera déposé en deux exemplaires auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Un exemplaire sera également remis au greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant auprès du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé du budget, conformément aux dispositions de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le premier jour du trimestre suivant son extension.

Fait à Paris, le 29 novembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

UGEM.

**Syndicats de salariés :**

CFDT ;  
CFTC ;  
CGT ;  
CFE-CGC.